



## Assemblée générale

Distr.: Limitée  
16 février 2001

Français  
Original: Anglais

---

### **Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique**

Sous-Comité scientifique et technique

Trente-huitième session

Vienne, 12-23 février 2001

Point 5 de l'ordre du jour

**Programme des Nations Unies pour les applications  
des techniques spatiales après la troisième Conférence  
des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations  
pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (UNISPACE III)**

### **Mécanismes et moyens d'application des recommandations de la troisième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra- atmosphérique (UNISPACE III), en particulier des mesures préconisées dans la Déclaration de Vienne sur l'espace et le développement humain**

**Document de travail présenté par le Canada**

#### **I. Présentation de la situation**

1. Le Groupe de travail plénier a rappelé qu'UNISPACE III avait pour objectif général d'utiliser les techniques spatiales pour faire profiter l'humanité des bienfaits de l'espace (c'est-à-dire de contribuer à la résolution de problèmes d'ampleur mondiale et régionale) et que cet objectif formait le cœur d'une stratégie visant à résoudre les problèmes mondiaux évoqués dans la Déclaration de Vienne sur l'espace et le développement humain. Le Groupe de travail a également rappelé que l'Assemblée générale, dans sa résolution 54/68 en date du 6 décembre 1999, avait décidé d'examiner, à sa cinquante-neuvième session, l'application des recommandations d'UNISPACE III.

## II. Historique d'une proposition

2. Pour pouvoir mettre en œuvre les mesures ambitieuses énoncées dans la Déclaration de Vienne, le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique doit appliquer une stratégie cohérente et efficace. Sans une telle stratégie, le rapport du Comité sur l'application des recommandations d'UNISPACE III qui sera présenté pour examen à l'Assemblée générale en 2004 ne rendrait compte que de progrès limités. Il est par conséquent nécessaire de définir un mécanisme et des moyens permettant au Comité de réaliser des progrès sensibles vers la réalisation de l'objectif global d'UNISPACE III. Une façon de procéder serait de poser les questions ci-après:

### 1. Quels sont les objectifs?

Il existe un désir commun d'utiliser les techniques spatiales aux fins du développement humain et d'appliquer autant de recommandations contenues dans la Déclaration de Vienne que possible avant 2004. La Déclaration de Vienne contient 33 mesures très diverses à appliquer.

### 2. De quels mécanismes et moyens dispose-t-on actuellement pour atteindre ces objectifs?

a) Fonctionner au sein du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et de ses sous-comités comme c'est actuellement la pratique en ajoutant à l'ordre du jour des points correspondant à certains domaines d'intérêt ou à certaines mesures spécifiques préconisées dans la Déclaration de Vienne (comme cela a été fait avec succès pour les points de l'ordre du jour du Sous-Comité scientifique et technique pour 2001-2003 relatifs à l'intensification de l'utilisation des applications des techniques spatiales et des services spatiaux au sein des organismes des Nations Unies et à l'exploitation d'un système spatial mondial intégré de gestion des catastrophes naturelles);

*Problème/obstacle/limite:* Compte tenu des méthodes de travail actuelles du Comité et de ses sous-comités, leurs ordres du jour ne s'élargiront pas assez rapidement pour inclure l'ensemble des mesures préconisées dans la Déclaration de Vienne.

### b) Prier le Bureau des affaires spatiales d'être l'organe d'exécution;

*Problème/obstacle/limite:* Malgré son action remarquable, le Secrétariat est trop réduit et dispose de ressources humaines et financières trop limitées pour mettre en œuvre lui-même plus que quelques-unes des mesures préconisées.

### c) Confier l'application de la majorité des recommandations de la Déclaration de Vienne à des entités non gouvernementales.

*Problème/obstacle/limite:* Cette option priverait les États Membres de tout contrôle et de toute autorité, réduirait à néant les rôles de coordination et de consultation du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, et n'aboutirait pas, associant entités gouvernementales et non gouvernementales à une démarche cohérente.

### 3. Que faire pour surmonter ces problèmes/obstacles/limites?

Reconnaître que les options susmentionnées présentent des limites et rechercher une combinaison équilibrée de ces trois mécanismes. Cet équilibre devrait préserver le rôle des gouvernements (par l'intermédiaire du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique), être souple pour maximiser le rôle des entités non gouvernementales et optimiser le rôle du Bureau des affaires spatiales. Dans l'idéal, il faudrait pouvoir faire intervenir d'autres ressources et acteurs institutionnels. Globalement, il faudrait tirer parti de l'universalité de l'Organisation des Nations Unies et utiliser cet atout pour faire soutenir l'application des recommandations de la Déclaration de Vienne.

4. Quel programme satisferait à ces exigences et surmonterait les problèmes/obstacles/limites?

*Proposition:*

Instituer un processus visant à utiliser le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique pour appliquer les recommandations de la Déclaration de Vienne grâce à l'adoption d'un mécanisme volontaire par lequel certains États Membres et leurs institutions appropriées traiteraient de certaines mesures; ce mécanisme serait ouvert à tous et approuvé de façon consensuelle par le Comité. Les responsables des différentes activités ouvriraient leurs délibérations à la participation de toutes les parties intéressées, rendraient compte au Sous-Comité scientifique et technique et s'efforceraient d'obtenir la plus large participation possible d'autres États, de la société civile et d'entités non gouvernementales. Cette méthode de travail devrait être axée sur les résultats, pragmatique, transparente, consensuelle et toujours soumise à la coordination globale du Comité.

Dans le cadre de ce programme, le Sous-Comité scientifique et technique utiliserait son Groupe de travail plénier comme groupe de travail officieux d'UNISPACE III, qui servirait de coordonnateur des efforts déployés par les États Membres et par le Secrétariat pour appliquer les recommandations de la Déclaration de Vienne. Le Groupe de travail plénier faciliterait la participation active d'États Membres à l'application des recommandations d'UNISPACE III et des mesures nécessaires.

Comme convenu par consensus au sein du Sous-Comité, les États intéressés prendraient l'initiative pour ce qui est d'aborder et de proposer des activités spécifiques de mise en œuvre de certaines mesures préconisées dans la Déclaration de Vienne. Ces États (qui participeraient par l'intermédiaire d'institutions compétentes et appropriées telles que leurs agences spatiales) formeraient une équipe spécialisée associant tous les autres États intéressés par cette mesure et coordonneraient la participation des entités non gouvernementales intéressées. Cette participation apporterait au processus les ressources d'entités non gouvernementales très compétentes telles que la Fédération internationale d'astronautique (FIA) et le Comité sur les satellites d'observation de la Terre (CEOS).

Les équipes fonctionneraient de façon consensuelle et rendraient compte chaque année au Groupe de travail plénier du Sous-Comité. Pour demeurer approuvées par le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, toutes les mesures nécessiteraient, pour être mises en œuvre, l'approbation consensuelle du Sous-Comité et, en dernier ressort, du Comité. Pour progresser autant que possible et encourager une participation maximale, les équipes

se réuniraient aussi souvent que de besoin pour mettre en œuvre leur mesure (tant pendant les sessions du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique que tout au long de l'année, selon le besoin) et seraient invitées à utiliser autant que possible les moyens de communication électroniques. Les États seraient encouragés à participer à autant d'équipes qu'ils seraient en mesure de soutenir de façon productive et dynamique.

L'activité globale serait administrée, au sein du Sous-Comité, par phases d'évaluation/hiérarchisation et de mise en œuvre et serait surveillée conformément à un calendrier d'établissement de rapports. Pendant la phase d'évaluation et de hiérarchisation, le Sous-Comité déterminerait quelles mesures (où, quand et comment) doivent être mises en œuvre, invitant les États à en prendre la direction et à y participer volontairement. Pendant la phase de mise en œuvre, le Sous-Comité et le Secrétariat collaboreraient avec certains États Membres pour mettre en œuvre certaines mesures de façon cohérente et opportune. Les progrès de toutes les activités seraient examinés et surveillés conformément à un calendrier et à une procédure d'établissement de rapports fixés par le Secrétariat.

Dans le cadre de la phase d'évaluation et de hiérarchisation, le Sous-Comité pourra souhaiter instituer des groupes d'experts chargés d'effectuer des recherches, des analyses et d'émettre des recommandations concernant une mesure particulière telle que, par exemple, la création d'un système mondial de gestion des catastrophes. Chaque groupe d'experts serait ouvert à la participation de tous les États intéressés par cette mesure et devrait être équilibré du point de vue de la répartition géographique et du niveau de développement technologique. Chaque groupe d'experts élirait un président, qui serait approuvé par le Sous-Comité, et accueillerait favorablement la participation d'organisations et d'institutions non gouvernementales intéressées en fonction des besoins liés à la mise en œuvre de la mesure en question. La participation d'entités non gouvernementales serait approuvée par les membres du groupe d'experts.

---